

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/L/155

24 juin 1996

(96-2385)

Original: anglais

REUNION MINISTERIELLE DU GROUPE DE CAIRNS (Carthagène, 13 et 14 juin 1996)

Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 juin 1996.

Vous trouverez ci-joint le communiqué publié par le Groupe de Cairns à l'issue de la Réunion ministérielle qu'il a tenue à Carthagène les 13 et 14 juin. Je vous saurais gré de bien vouloir le faire distribuer en tant que document d'information aux Membres de l'OMC à la demande de l'Australie et au nom des autres pays du Groupe de Cairns qui étaient représentés à la Réunion ministérielle, à savoir: Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Hongrie, Indonésie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Thaïlande et Uruguay.

Les membres du Groupe de Cairns ont tenu leur seizième Réunion ministérielle à Carthagène (Colombie) les 13 et 14 juin. Une délégation de l'Afrique du Sud a assisté à la réunion en qualité d'observateur.

Les Ministres ont noté que cette année marquait le dixième anniversaire de l'établissement du Groupe de Cairns. Ils ont reconnu que ce que le Groupe avait accompli pendant les dix premières années de son existence avait renforcé leur détermination individuelle et collective de poursuivre les efforts pour arriver à un régime global de commerce des produits agricoles sans distorsion.

Les Ministres espèrent que la première Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce qui doit se tenir à Singapour dans six mois sera un point de convergence majeur pour les travaux en cours.

Les Ministres du Groupe de Cairns ont réaffirmé leur attachement à la libéralisation du commerce des produits agricoles et ont reconnu la contribution très importante qu'un environnement commercial ouvert peut apporter à la croissance économique et aux niveaux de vie partout dans le monde, dans les pays développés et les pays en développement.

Les Ministres ont noté en outre que la poursuite de la libéralisation effective du commerce des produits agricoles contribuerait utilement à la sécurité alimentaire mondiale. Dans ce contexte, ils ont souligné qu'il importait de participer activement au Sommet mondial de l'alimentation à Rome et ils ont décidé de se consulter étroitement sur la façon d'aborder cette réunion.

Les Ministres du Groupe de Cairns ont relevé que les résultats du Cycle d'Uruguay dans le domaine de l'agriculture étaient importants pour donner une nouvelle orientation à la libéralisation du commerce des produits agricoles, mais qu'il ne s'agissait que d'une première étape. Ils ont pris note en particulier des éléments suivants:

- les améliorations en matière d'accès aux marchés résultant de l'élimination des restrictions quantitatives à l'importation, de la consolidation de tous les tarifs sur les produits agricoles et des réductions tarifaires;
- les réductions négociées des subventions à l'exportation, qui contribuent à ce que le commerce mondial des produits agricoles fasse moins l'objet de distorsions et soit davantage axé sur le marché; et
- la mise en oeuvre de l'Accord SPS, qui contribue à soumettre à des disciplines le recours aux obstacles injustifiés au commerce.

Les Ministres du Groupe de Cairns ont noté qu'il fallait s'employer davantage à éliminer les subventions à l'exportation, à soumettre à des disciplines le soutien interne qui fausse les échanges - en reconnaissant que de nombreuses formes de ce soutien ont été exemptées des engagements - et à améliorer encore d'une manière substantielle l'accès aux marchés.

Les Ministres du Groupe de Cairns ont pris note de l'important travail accompli par le Comité de l'agriculture depuis l'entrée en vigueur des Accords du Cycle d'Uruguay en janvier 1995. Ce Comité est chargé d'examiner et de surveiller la mise en oeuvre des engagements souscrits dans le cadre du Cycle d'Uruguay; pendant cette première période, son travail a surtout consisté à surveiller la mise en oeuvre des engagements en matière d'accès aux marchés.

Les Ministres ont relevé l'importance que l'Accord SPS revêtait pour la libéralisation des échanges et ont souligné dans ce contexte qu'il fallait que le Comité SPS fonctionne bien pour pouvoir surveiller la mise en oeuvre et servir de cadre de consultation.

Les Ministres ont reconnu que la mise en oeuvre des engagements souscrits pendant le Cycle d'Uruguay dans le domaine de l'agriculture progressait de façon satisfaisante, mais que des problèmes spécifiques avaient été recensés qui seraient soumis à l'attention des Ministres à Singapour. En outre, des préoccupations ont été exprimées au sujet du maintien de mesures sanitaires et phytosanitaires injustifiées qui entravaient l'accès aux marchés.

Les Ministres ont donc souligné qu'ils jugeaient important que tous les Membres de l'OMC mettent pleinement en oeuvre les engagements souscrits dans le cadre du Cycle d'Uruguay en ce qui concerne l'agriculture et les mesures SPS. Ils ont demandé que la mise en oeuvre des engagements fasse l'objet d'un examen approfondi à la première Réunion ministérielle biennale de l'OMC en décembre 1996.

Les Ministres du Groupe de Cairns ont rappelé que l'article 20 de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture prévoit que de nouvelles négociations multilatérales sur la libéralisation du commerce des produits agricoles doivent avoir lieu avant la fin de la décennie. Ils ont noté en outre que l'article 12 de l'Accord SPS exige un examen du fonctionnement et de la mise en oeuvre de ses dispositions en 1997.

Tout en adhérant fermement au calendrier établi pendant le Cycle d'Uruguay pour le commencement de nouvelles négociations dans le domaine de l'agriculture, les Ministres du Groupe de Cairns ont clairement indiqué qu'ils étaient prêts à engager les négociations avant la date prévue, s'il y avait consensus pour ce faire.

Reconnaissant l'engagement concernant la poursuite de la libéralisation du commerce des produits agricoles énoncé dans le "programme de travail implicite", les Ministres ont adopté un "plan de Carthagène" visant à rechercher dans le cadre du Comité de l'agriculture et lors de la Réunion ministérielle de l'OMC un engagement concernant un programme de travail réaliste et équilibré pour préparer la reprise des négociations. Ce programme de travail serait conforme à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, ne préjugerait pas l'issue des négociations et commencerait en 1997. Il devrait couvrir tous les domaines-clés sur lesquels devraient être centrées les nouvelles négociations sur l'agriculture - notamment les questions en rapport avec le soutien interne, l'accès aux marchés et les subventions à l'exportation - de manière que ces négociations puissent être menées à bien rapidement.

Les Ministres du Groupe de Cairns ont exhorté tous les Membres de l'OMC à faire en sorte que la "Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires" prise par les Ministres à Marrakech soit pleinement mise en oeuvre. Il devrait notamment y avoir, dans les cas où cela serait nécessaire, un dialogue avec les autres institutions internationales principalement chargées de formuler des politiques appropriées relatives à l'aide alimentaire, à l'assistance technique et aux problèmes de financement.

Dans ce contexte, les Ministres du Groupe de Cairns ont noté que les problèmes auxquels se heurtent actuellement les pays importateurs nets de produits alimentaires, en particulier les pays les moins avancés, sont essentiellement dus à la situation temporaire du marché des produits agricoles et non à la mise en oeuvre des engagements négociés pendant le Cycle d'Uruguay. Les Ministres ont exprimé leur ferme intention de lutter contre les restrictions à l'exportation qui limiteraient l'offre de produits agricoles sur les marchés mondiaux et exacerberaient les problèmes rencontrés par les pays importateurs nets de produits alimentaires, en appliquant le concept de "libéralisation responsable".

Les Ministres se sont déclarés extrêmement préoccupés par les mesures unilatérales et extraterritoriales, qui créent un dangereux précédent et peuvent constituer une menace pour le régime multilatéral de commerce et d'investissement.

Les Ministres du Groupe de Cairns ont rappelé qu'ils souhaitaient qu'un arrangement multilatéral sur les crédits à l'exportation des produits agricoles soit conclu rapidement.

Enfin, les Ministres du Groupe de Cairns ont réaffirmé leur attachement à la poursuite de la libéralisation du commerce des produits agricoles au niveau multilatéral, qui doit faire partie intégrante de toute nouvelle négociation multilatérale de vaste portée envisagée à l'issue des négociations du Cycle d'Uruguay.